

Universal Periodic Review
(26th session, October-November 2016)
Contribution of UNESCO to Compilation of UN information
(to Part I. A. and to Part III - F, J, K, and P)

Togo

I. BACKGROUND AND FRAMEWORK

Scope of international obligations: Human rights treaties which fall within the competence of UNESCO and international instruments adopted by UNESCO

I.1. Table:

<i>Title</i>	<i>Date of ratification, accession or succession</i>	<i>Declarations /reservations</i>	<i>Recognition of specific competences of treaty bodies</i>	<i>Reference to the rights within UNESCO's fields of competence</i>
Convention against Discrimination in Education (1960)	State party to this Convention (ratification 3/4/2012)	<i>Reservations to this Convention shall not be permitted</i>		Right to education
Convention on Technical and Vocational Education. (1989)	Not state party to this Convention			Right to education
Convention concerning the Protection of the World Cultural and Natural Heritage (1972)	15/04/1998 acceptance	N/A	N/A	Right to take part in cultural life
Convention for the Safeguarding of the Intangible Cultural Heritage (2003)	05/02/2009 ratification	N/A	N/A	Right to take part in cultural life

Convention on the Protection and Promotion of the Diversity of Cultural Expressions (2005)	05/09/2006 ratification	N/A	N/A	Right to take part in cultural life
--	-------------------------	-----	-----	-------------------------------------

II. INPUT TO PART III. IMPLEMENTATION OF INTERNATIONAL HUMAN RIGHTS OBLIGATIONS, TAKING INTO ACCOUNT APPLICABLE INTERNATIONAL HUMANITARIAN LAW TO ITEMS F, J, K, AND P

Right to education

1. NORMATIVE FRAMEWORK

1.1. Constitutional Framework

1. « Le texte fondamental relatif à l'éducation [est] la Constitution de 1992 [révisée en 2002]¹ qui dispose en son **article 35** « l'Etat reconnaît le droit à l'éducation des enfants et crée les conditions favorables à cette fin. L'école est obligatoire pour les enfants des deux sexes jusqu'à l'âge de quinze ans. L'Etat assure progressivement la gratuité de l'enseignement public ».»²
2. Par ailleurs, l'**article 8** prévoit que « les partis politiques et les regroupements de partis politiques ont le devoir de contribuer à l'éducation politique et civique des citoyens, à la consolidation de la démocratie et à construction de l'unité nationale. »
3. L'**article 31** dispose que « [...] Les parents ont le devoir de pourvoir à l'entretien et à l'éducation de leurs enfants. Ils sont soutenus dans cette tâche par l'Etat. »

1.2. Legislative Framework

4. « Le système éducatif togolais doit sa forme et son contenu actuel à la réforme de l'enseignement de 1975 (**ordonnance n° 16 du 6 mai 1975**)³. Les principes et les objectifs généraux accordent en premier lieu une priorité à la démocratisation de l'enseignement par des actions sur l'offre qui donne des chances égales pour tous ; ensuite, à la construction

¹ <http://www.unesco.org/education/edurights/media/docs/45f2280b5df5b933f1b5bddf82f9dbacc92153b7.pdf>,

² IBE, Données mondiales sur l'éducation, 7^{ème} éd., 2010-2011, Togo, p. 2,

http://www.ibe.unesco.org/fileadmin/user_upload/Publications/WDE/2010/pdf-versions/Togo.pdf,

³ <http://www.unesco.org/education/edurights/media/docs/9d7a8d73d79a4de3975f104878278b62149f0e93.pdf>

d'un système scolaire rentable grâce à la formation et la motivation des enseignants, la fourniture de matériels pédagogiques et l'adoption d'une pédagogie active et participative ; enfin, à l'adaptation de l'école aux réalités du pays et son orientation vers une plus grande professionnalisation.

5. L'arrêté n° **042/MEPS** du 20 août 2004 fixe les conditions de création et de fonctionnement des établissements scolaires privés laïcs et confessionnels de l'enseignement général, mais depuis « le 03 septembre 2014, le Ministre des enseignements primaire et secondaire, Florent Maganawè, a publié l'arrêté N° 261 fixant les conditions de création, d'ouverture, et de fonctionnement des établissements scolaires privés laïcs et confessionnels de l'enseignement général, en révision de l'arrêté N° **042 du 20 août 2004** du 1er juin 1995 ». Ce dernier porte des modalités d'ouverture d'institutions privées laïques ou confessionnelles d'enseignement technique et de formation professionnelle et l'arrêté n° **011/METFP/CAB/SG/CPO** du 17 juillet 2002 modifiant et complétant les dispositions de l'article 6 de l'arrêté n° 95/008/ fixent les conditions de création et de fonctionnement des établissements scolaires privés, laïcs et confessionnels d'enseignement technique et de formation professionnelle.
6. Par décret n° **2003-229/PR** du 29 juillet 2003 portant composition du gouvernement, modifié par le décret n° **2003-233/PR** du 04 août 2003, le Ministère de l'éducation nationale et de la recherche a été scindé en deux départements ministériels.
7. L'arrêté n° **037/MEPS/CAB** du 23 mai 2005 porte création d'une Inspection générale de l'éducation. Le décret n° **2007-013/PR** du 13 mars 2007 fixe les attributions, l'organisation et le fonctionnement de l'Office du baccalauréat. »⁴
8. En 1984 fut adoptée une loi relative à « **la protection des filles et des garçons régulièrement inscrits dans un établissement d'enseignement ou dans un centre de formation professionnelle** » (loi n° **84-14 du 16 mai 1984**)⁵.
9. En 2002, fut adoptée une **loi sur l'orientation de l'enseignement technique et de la formation professionnelle**.⁶
10. Le **Décret N° 2007-07/PR instituant le cadre des enseignants auxiliaires** a été adopté le 29 juin 2007.⁷ L'article 7 dispose que « *les enseignants auxiliaires sans formation professionnelle initiale sont recrutés au 1^{er} échelon du grade initial de leur corps en qualité de stagiaires* » et qu'ils « *bénéficieront d'une formation professionnelle initiale dans les écoles normales et institutions de formation des personnels enseignants.* » L'article 19 prévoit que « *les enseignants auxiliaires perçoivent un traitement égal à 90% de celui correspondant aux indices figurant au barème des traitements et salaires applicables aux fonctionnaires de l'administration publique.* » Le Rapport mondial de suivi de l'EPT 2010

⁴ IBE, Données mondiales sur l'éducation, 7^{ème} éd., 2010-2011, Togo, p. 2,

http://www.ibe.unesco.org/fileadmin/user_upload/Publications/WDE/2010/pdf-versions/Togo.pdf,

⁵ Disponible à : <http://www.legitogo.gouv.tg/sommaires/1984/som%2084.pdf>,

<http://www.unesco.org/education/edurights/media/docs/245c06224e7e1be94f42e77d31e2322ab2c2b0bc.pdf>

⁶ <http://www.unesco.org/education/edurights/media/docs/26ae219c6437d65e8d16f62b41c467226ab97477.pdf>

⁷ Disponible à : http://www.legitogo.gouv.tg/annee_txt/2007/pages%20from%20jo_2007-026-2.pdf ,

<http://www.unesco.org/education/edurights/media/docs/ea74abe28f066b35acde7d8877eebd0fa67b1bde.pdf>

rapporte que la proportion d'enseignants formés dans le corps professoral est passée de 31 à 15 % lorsque le recrutement a privilégié l'embauche d'enseignants contractuels.⁸

1.3. Policy Framework

i) General information

11. L'«Initiative Fast Track», qui visait à aider les pays à faible revenu démontrant un engagement sérieux envers l'enseignement primaire universel, a accordé en mai 2010 la somme de 45 millions de dollars au Togo. Ce projet a été considéré comme satisfaisant, selon un rapport délivré par la Banque Mondiale à propos de statuts et mise en œuvre du projet⁹.

12. La vision du **Plan Sectoriel de l'Éducation [2010-2020]**¹⁰ en relation avec « la stratégie de réduction de la pauvreté, se situe dans l'articulation des objectifs suivants :

- i. organiser le fonctionnement du système éducatif sur les plans quantitatif (gestion des flux des élèves) et qualitatif (apprentissage des formés aux différents niveaux d'enseignement) pour favoriser la contribution de l'éducation au développement social, ainsi qu'à la croissance économique et à la réduction des inégalités intergénérationnelles, considérées comme les principaux moteurs de réduction de la pauvreté ;
- ii. cibler des actions pour permettre progressivement de corriger les disparités géographiques et celles liées aux inégalités en matière économique dans les parcours scolaires individuels, ainsi que les disparités liées au genre ;
- iii. mettre en place des outils techniques et des mécanismes institutionnels pour améliorer la gestion du système éducatif et suivre la transformation des moyens alloués au secteur en apprentissages chez les élèves ;

13. Pour y parvenir le Gouvernement oriente ses actions vers les options stratégiques suivantes :

- i. développer la prise en charge de la petite enfance et l'éducation préscolaire en général, et surtout en milieu rural par la promotion d'une formule de prise en charge communautaire ;
- ii. progresser vers la scolarisation primaire universelle en améliorant à la fois l'accès au primaire et la rétention des enfants qui y accèdent jusqu'à la fin du cycle, notamment les enfants des populations pauvres et vulnérables ;

⁸ Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2010, op.cit., p. 126.

⁹ [http://www-](http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/AFR/2014/11/11/090224b082850c87/1_0/Rendered/PDF/Togo000TG00Edu0Report000Sequence008.pdf)

[wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/AFR/2014/11/11/090224b082850c87/1_0/Rendered/PDF/Togo000TG00Edu0Report000Sequence008.pdf](http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/AFR/2014/11/11/090224b082850c87/1_0/Rendered/PDF/Togo000TG00Edu0Report000Sequence008.pdf)

¹⁰ <http://www.unesco.org/education/edurights/media/docs/741e28b2cc504d44e777248687d10628824a0116.pdf>

- iii. augmenter autant que possible l'achèvement du premier cycle de l'enseignement secondaire, corriger les disparités à tous les niveaux, notamment les disparités géographiques et économiques et améliorer l'éducation inclusive, notamment la scolarisation des enfants en situation de handicap ;
- iv. réorganiser l'offre de formation dans l'enseignement technique et la formation professionnelle, de sorte que les formations contribuent à améliorer la productivité du travail, notamment dans le secteur informel agricole et non agricole ;
- v. mettre en place une politique de développement maîtrisé et mesuré de l'enseignement supérieur ;
- vi. améliorer la qualité des apprentissages à tous les niveaux ;
- vii. assurer l'équilibre de la pyramide éducative et l'efficacité externe du système éducatif, d'une part par des mécanismes de régulation des flux entre les différents paliers du système éducatif, et d'autre part, par un arbitrage conséquent entre le nombre d'élèves scolarisés et les coûts unitaires de scolarisation aux différents niveaux d'enseignement ». ¹¹

14. Alphabétisation

Le gouvernement togolais, ayant « perçu très tôt les nombreux avantages de l'alphabétisation pour l'édification de sociétés durables, a placé la lutte contre l'analphabétisme au centre de ses préoccupations. Ainsi, pour atteindre les ambitions de sociétés durables, le Togo à travers, la **Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi (SCAPE) 2013-2017**, préconise en son axe 3 relatif au développement du capital humain, de la protection sociale et de l'emploi), la mise en œuvre de programme d'alphabétisation comme instrument de lutte contre la pauvreté et vecteur du développement durable. S'inscrivant dans cette dynamique, le Ministère de l'Action Sociale, de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation a entrepris des **actions novatrices en matière d'Alphabétisation et d'Education des adultes dans la perspective de la durabilité de nos sociétés au Togo**. Il s'agit de :

- i. l'élaboration, sur la base d'un diagnostic approfondi, de **la stratégie nationale d'alphabétisation et d'éducation non formelle adossée à un plan de mise en œuvre pour la période 2014-2025**. Cette stratégie vise globalement à fournir, aux populations analphabètes et particulièrement aux couches défavorisées, une éducation de base fonctionnelle et adaptée tout en corrigeant les disparités liées au genre, aux milieux de résidence et aux revenus.
- ii. l'élaboration des curricula d'alphabétisation et d'éducation non formelle selon l'approche par les compétences. Des orientations claires et pertinentes y sont indiquées en vue de la prise en compte des besoins éducatifs des apprenants en lien avec le développement durable. C'est ainsi que les contenus retenus visent à inculquer aux bénéficiaires des connaissances ainsi que des compétences pratiques et des aptitudes fonctionnelles pertinentes de manière à opérer des changements nécessaires à la maîtrise de leur environnement, à l'amélioration de leur qualité de vie et à leur

¹¹ Plan Sectoriel de l'Éducation [2010-2020], janvier 2010, consultable à :

<http://www.unesco.org/education/edurights/media/docs/741e28b2cc504d44e777248687d10628824a0116.pdf>

<http://www.afd.fr/webdav/shared/PORTAILS/PAYS/TOGO/Fichiers%20PDF/Plan%20Sectoriel%20Education%20Togo.pdf>

insertion socioéconomique. Dans le même sens, les approches pédagogiques, les stratégies de formations qui y sont suggérées ont été spécialement conçus pour habiliter les bénéficiaires à participer efficacement à la vie de la société et à l'économie dans la perspective de la lutte contre la pauvreté, d'une part et à faire d'eux des citoyens responsables, soucieux de la sauvegarde de leur environnement, imbus des valeurs de paix, de tolérance, d'acceptation de l'autre, etc.»¹²

ii) Enseignants

15. Au Togo, le rapport d'enfants par enseignant formé dépasse 80/1 et depuis 1999 « la proportion d'enseignants formés dans le corps professoral [...] est passée de 31 à 15 % lorsque le recrutement a privilégié l'embauche d'enseignants contractuels. »¹³
16. Selon le GMR, beaucoup de pays ont augmenté rapidement leurs effectifs enseignants en recrutant des personnels qui n'avaient pas les compétences et la formation voulues. Parmi les 91 pays qui disposaient de données pour 2012, le pourcentage d'enseignants du primaire formés selon les normes nationales variait de 39 % en Guinée-Bissau à plus de 95 % dans 31 pays. Plus de la moitié des 50 pays disposant de données pour 1999 et 2012 **ont augmenté la part d'enseignants formés**, parfois dans des proportions importantes. (...) le Togo l'a améliorée de plus de 50 %¹⁴.

iii) Qualité de l'éducation

17. Le « **Projet Education et Renforcement Institutionnel (PERI)** a été conçu pour soutenir la mise en œuvre de la première phase (2011-2013) du Plan Sectoriel de l'Éducation (PSE). Dans ce cadre, le PERI vise principalement à accroître la couverture scolaire, diminuer les abandons dans le cycle primaire, améliorer la qualité des enseignements, et renforcer les compétences des ministères en charge de l'éducation et celles des communautés bénéficiaires.

18. *Contexte et justification du contenu du projet*

le Gouvernement togolais fait face à une demande croissante de scolarisation. Cette demande s'est amplifiée avec la suppression récente des frais de scolarité. De ce fait, la construction de plus d'infrastructures scolaires pour faciliter l'accès à l'éducation, ainsi que l'amélioration de la qualité des enseignements et le renforcement des institutions en charge de l'éducation sont devenus une priorité pour les autorités togolaises. Les leçons apprises des expériences récentes en matière de construction d'écoles au Togo sont les suivantes: (i) le pays a l'expérience des approches communautaires (73% des salles de classe construites pendant les 4 dernières années) ; (ii) la délégation de la gestion de la construction d'écoles est plus efficace que la gestion directe par le ministère en charge de l'éducation ; et (iii) les approches communautaires sont les plus rentables, réalisant une

¹² Message de la Ministre à la Nation à l'occasion de la Journée Internationale de l'alphabétisation, le septembre 2015 : <http://www.republicoftogo.com/content/download/42750/836176/file/Alphab%C3%A9tisation%20Message%20du%20Ministre.pdf>.

¹³ Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2010, p. 126, <http://unesdoc.unesco.org/images/0018/001875/187513F.pdf> (Consultée le 07/02/2014)

¹⁴ UNESCO Global Monitoring 2015, p. 198

économie de 20 à 25% comparées aux approches centralisées, principalement parce qu'elles permettent la compétition locale de petits entrepreneurs. Les récentes études sur les acquis scolaires montrent que la qualité des enseignements s'est dégradée. Ceci s'explique en particulier par le manque de manuels scolaires, le peu de ressources pour le fonctionnement des écoles et les insuffisances pour ce qui concerne la formation des enseignants »¹⁵.

iv) Egalité des genres

19. Selon le GMR, le Togo ont fait de grands progrès vers l'élimination des disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire depuis 1999¹⁶.

2. COOPERATION

20. Le Togo **est partie** à la Convention de l'UNESCO de 1960 concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement depuis le 3 avril 2012.

21. Le Togo a **soumis un rapport** à l'UNESCO sur la mise en œuvre de la Recommandation de l'UNESCO de 1960 concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement dans le cadre de **la Sixième Consultation** des Etats Membres (couvrant la période 1994-1999)

22. Cependant, le Togo **n'a pas soumis de rapport** à l'UNESCO dans le cadre de la :

- i. **Septième Consultation** des Etats Membres (couvrant la période 2000-2005)
- ii. **Huitième Consultation** des Etats Membres (couvrant la période 2006-2011)

23. Le Togo **n'a pas soumis** de rapport à l'UNESCO sur la mise en œuvre de la Recommandation de l'UNESCO de 1974 sur l'éducation pour la compréhension, la coopération et la paix internationales et l'éducation relative aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales dans le cadre de la **Quatrième Consultation** des Etats Membres (couvrant la période 2005-2008). En revanche, le Togo a **soumis un rapport** dans le cadre de la **Cinquième Consultation** des Etats Membres (couvrant la période 2009-2012)

24. Le Togo **n'a pas soumis de rapport** à l'UNESCO sur la mise en œuvre de la Recommandation de l'UNESCO de 1976 sur le développement de l'éducation des adultes dans le cadre de la **Première Consultation** des Etats Membres (1993). En revanche, le Togo a **soumis un rapport** dans le cadre de la **Deuxième Consultation** des Etats Membres (2011).

25. Le Togo **n'est pas partie** à la Convention de l'UNESCO de 1989 sur l'enseignement technique et professionnel.

¹⁵ <http://peri-togo.org/fr/peri/1/peri-contexte-1.html>

¹⁶ UNESCO Global Monitoring 2015, p. 226

Freedom of opinion and expression

1. Constitutional and Legislative Framework:

26. Article 26 of the Constitution of Togo guarantees the protection of press freedom.¹⁷ It also recognizes the liberty to express and to disseminate opinions and information within the limits defined by the law. The same article recognizes that the press may not be subject to prior authorization, caution, and censorship or to other restraints, and that the prohibition of dissemination of any publication may only be pronounced by virtue of a decision of justice.
27. The electronic media sector is regulated by the ‘Haute Autorité de l’Audiovisuel et de la Communication’ (HAAC)¹⁸, a constitutionally established media regulatory body in Togo, which issues licenses to media organizations. The HAAC adopted a Code of Conduct¹⁹ in 2015, specifically focused on accurate media coverage during elections.
28. A legal reform to decriminalize defamation occurred in 2004. However, other judicial texts might in practice be used to sentence journalists for the same crime. Article 58 of the Penal Code²⁰ sets up punishments for the attacks against honour by public means, with fines up to 100 000 francs CFA. The Press and Communications Code²¹ sets up punishments, varying from imprisonment up to three months or fines up to 2 million francs CFA (Article 89; Section II).
29. Togo has no freedom of information legislation.

2. Media Self-Regulation:

30. The Code of Ethics of the Journalists of Togo promotes professional and ethical standards among media professionals in the country.²² There are several journalist unions active in Togo, such as Patronat de la Presse Togolaise (PTT), l’Union des Journalistes Indépendants du Togo (UJIT) and L’Observatoire Togolais pour l’Image des Femmes des Médias (OTIFEM).

3. Safety of journalists:

¹⁷ https://www.constituteproject.org/constitution/Togo_2007?lang=en

¹⁸ <http://www.haactogo.tg/>

¹⁹ <http://www.haactogo.tg/wp-content/uploads/2015/04/Code-de-bonne-conduite-2015.pdf>

²⁰ http://www.vertic.org/media/National%20Legislation/Togo/TG_Code_Penal.pdf

²¹ <http://www.ilo.org/dyn/natlex/docs/ELECTRONIC/51119/120030/F707538302/TGO-51119.pdf>

²² <http://www.rjionline.org/MAS-Codes-Togo-Journalists>

31. UNESCO recorded no killing of journalists in Togo so far. Journalists operate in a safe environment.

III. RECOMMENDATIONS

Right to education

32. **Recommendations made within the framework of the first cycle of the Working Group on the Universal Periodic Review, considered on (please check the date on the following web site: <http://www.ohchr.org/EN/HRBodies/UPR/Pages/Documentation.aspx>)**

33. Latest observations reported on December 2011 - [view](#)

34. **The recommendations formulated during the interactive dialogue listed below enjoy the support of Togo:**

- i. 100.31. Include human rights and citizenship rights in the curriculum of schools and the training courses of law enforcement officials (Islamic Republic of Iran);
- ii. 100.43. Adopt all necessary measures to eradicate and eliminate practices and customs that discriminate against women, in particular forced and early marriage, discriminatory practices in the area of widowhood, the levirate, slavery and female genital mutilation. At the same time, develop awareness and education programmes on the harmful effects of such practices (Uruguay);
- iii. 100.45. Address the exclusion of persons with disabilities at the family and community levels through public education and through targeted and concrete measures, in consultation with organizations of persons with disabilities (Slovenia);
- iv. 100.46. Create favourable conditions to facilitate the access of persons with disabilities to education and to employment (Djibouti);
- v. 100.64. Continue to effectively fight against child trafficking and access to education of children with disabilities, and especially girls (Turkey);
- vi. 100.73. Set priorities to ensure the basic social and economic rights, particularly in the fields of employment, poverty reduction, education and healthcare. At the same time, priority policies and measures should also be provided to support the social vulnerable groups, like women, children and the poor people (Vietnam);
- vii. 100.75. Continue implementing programmes and measures to ensure the enjoyment of quality health and education services for all its population (Cuba);
- viii. 100.77. Continue to work for taking the necessary steps to achieve universal primary education by 2015 (Turkey);
- ix. 100.78. Implement measures to ensure girls' and women's access to all levels of education and to ensure a higher level of women's participation in public life (Norway);

- x. 100.79. Inform children with disabilities that they have the right to education on an equal basis with other children, and build capacity with organizations of persons with disabilities (Slovenia);
 - xi. 100.80. Improve the access for persons with disabilities to education and health care, with particular focus on children (Slovakia);
 - xii. 100.81. Implement necessary measures to reduce the relative high drop-out rate in primary schools (Norway);
 - xiii. 100.82. Continue consolidating further an education system in accordance with its population's needs as the only way to move toward a true development with a human face, for which the international community should provide its assistance and cooperation without condition to address the teacher shortage and the current infrastructure needs in the area of education (Venezuela, Bolivarian Republic of);
 - xiv. 100.83. Continue to give special emphasis to address the issue of women's illiteracy (Turkey);
 - xv. 100.84. Strengthen its efforts to combat illiteracy (Islamic Republic of Iran);
 - xvi. 100.85. Seek technical and financial assistance from the international community in order to build the capacity of those working in the field of human rights towards the improvement of their activities for the benefit of the population; to achieve envisaged objectives in the field of administration of justice, construction and/or rehabilitation of prisons in accordance with international standards; to implement the recommendations by the Commission on Truth, Justice and Reconciliation; to introduce human rights in school curricula and; to harmonize national legislation with international instruments (Chad);
35. The following recommendations enjoy the support of Togo, which considers that they are already implemented or in the process of implementation:
- i. 101.13. Take adequate measures to counter the worrying increase of violence against, abuse and sexual exploitation of children, by ensuring the implementation of applicable laws including through awareness and education programmes targeting more particularly parents, teachers, correctional officers and other relevant professionals (Canada);
 - ii. 101.21. Ensure that HIV education is systematically included in technical training courses (Islamic Republic of Iran);
 - iii. 101.22. Take measures to ensure free and compulsory primary education (Brazil);
 - iv. The following recommendations will be examined by Togo, which will provide responses in due time, but no later than the nineteenth session of the Human Rights Council in March 2012:
 - v. 102.5. Pursue its efforts in order to complement its commitments towards the promotion and protection of human rights by ratifying the relevant international instruments and, in particular, the 1960 UNESCO Convention Against Discrimination in Education (Republic of Moldova);
 - vi. 102.6. Ratify the UNESCO Convention Against Discrimination in Education (Hungary);

36. **Analysis:**

Togo has ratified the UNESCO Convention Against Discrimination in Education of 1960 in 3 April 2012. Togo has also taken steps to achieve universal primary education though

the «Fast Track Initiative», launched in 2010. In addition, Togo has strengthened his educational system through several plans including improving access to quality education, quality of teachers' training and literacy (« Plan Sectoriel de l'Éducation (2010-2020), has implemented the « Projet Education et Renforcement Institutionnel (PERI) », «Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi (SCAPE) 2013-2017 » launched in 2013.

Nevertheless, according to the available information, Togo has not taken further steps toward facilitating access to education for children with disabilities. Furthermore, Togo, to the extent of our knowledge, has not taken additional steps toward including human rights and citizenship rights in the curriculum as well as measures for the elimination of practices and customs that discriminate women, especially prohibiting female genital mutilation.

37. **Specific Recommendations:**

- i. Togo should be strongly encouraged to further submit state reports for the periodic consultations of UNESCO's education related standard-setting instruments.
- ii. Togo should be encouraged to create additional favorable conditions to facilitate access to education for persons with disabilities, especially girls, and address the exclusion of persons with disabilities.
- iii. Togo should further include human rights, sexual education as well as citizenship rights in the curriculum of schools and training courses of law enforcement officials.
- iv. Togo should be encouraged to take steps toward prohibiting female genital mutilation and conduct campaigns on gender equality.
- v. Togo could be encouraged to continue taking the necessary steps to achieve universal primary education, to combat illiteracy, to reduce the drop-out rate in primary schools.

Cultural Rights

38. As a State Party to the Convention concerning the Protection of the World Cultural and Natural Heritage (1972) , the Convention for the Safeguarding of the Intangible Cultural Heritage (2003), and the Convention on the Protection and Promotion of the Diversity of Cultural Expressions (2005) , Togo is encouraged to fully implement the relevant provisions that promote access to and participation in cultural heritage and creative expressions and, as such, are conducive to implementing the right to take part in cultural life as defined in article 27 of the Universal Declaration of Human Rights and article 15 of the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights. In doing so, Togo is encouraged to give due consideration to the participation of communities, practitioners, cultural actors and NGOs from the civil society as well as vulnerable groups (minorities, indigenous peoples, migrants, refugees, young peoples and peoples with disabilities), and to ensure that equal opportunities are given to women and girls to address gender disparities.

Freedom of opinion and expression

39. Togo is recommended to decriminalize defamation and place it within a civil code that is in accordance with international standards.²³
40. Togo is encouraged to introduce a freedom of information law that is in accordance with international standards.
41. Togo is recommended to further facilitate the introduction of self-regulatory mechanisms.

Freedom of scientific research and the right to benefit from scientific progress and its applications

42. Togo, in the framework of the 2015-2017 consultations related to the revision and monitoring of the Recommendation on the Status of Scientific Researchers is encouraged to report to UNESCO on any legislative or other steps undertaken by it with the aim to implement this international standard-setting instrument, adopted by UNESCO in 1974. Togo did not submit its 2011-2012 report on the implementation of the 1974 Recommendation. In providing its report in 2015-2017 on this matter, Togo is kindly invited to pay a particular attention to the legal provisions and regulatory frameworks which ensure that scientific researchers have the responsibility and the right to work in the spirit of the principles enshrined in the 1974 Recommendation.

²³ See for example, General Comments No 34. of the International Covenant on Civil and Political Rights (ICCPR), 2006 Recommendation of the 87th Session Human Rights Committee, the recommendations of the UN Special Rapporteurs on the Right to Freedom of Opinion and Expression, and Resolution 1577 (2007) of the Parliamentary Assembly of the Council of Europe.